Comparaison des Trois Systèmes Fédératifs de L'Allemagne (1870-2005)

Patrick Lemieux

L'Université de Montréal

Patrick Lemieux est étudiant de premier cycle en science politique à l'Université de Montréal et auxiliaire de recherche à la Chaire de recherche du Canada en études électorales. Ses intérêts de recherche portent sur la communication politique, l'opinion publique, la politique canadienne et québécoise et les idéologies politiques.

Introduction

« Le XX^e siècle ouvrira l'ère des fédérations où l'humanité recommencera un purgatoire de mille ans. », disait Proudhon (Croisat 1992, 7). À en juger par l'évolution de ses structures politiques et constitutionnelles, il semble que l'Allemagne ait tenté de suivre cette fameuse maxime du socialiste français. De 1870 jusqu'aujourd'hui, trois arrangements constitutionnels ont fait du fédéralisme une composante essentielle de la vie politique allemande. Un portrait sommaire de ces trois régimes fédéraux (1870-1918; 1919-1934; 1949-...) et une comparaison des caractéristiques associées à cette fédéralisation discontinue permet de mieux comprendre l'évolution sociale et politique de l'Allemagne depuis son unification, et de constater l'influence de ces transformations sur l'agencement des institutions politiques et constitutionnelles du pays pour parvenir à un système fédéral de plus en plus conforme aux principes théoriques du fédéralisme.

1870-1918 : Le fédéralisme dans le Second Empire allemand

La première tentative de fédéralisation qu'a connu l'Allemagne au cours de son histoire remonte à 1867. Suite à l'éclatement de la Confédération des États allemands, établie en 1815 lors du congrès de Vienne, et à un différent avec l'Autriche après une guerre contre le Danemark visant à annexer le Schleswig-Holstein¹, la Prusse forme une nouvelle organisation d'États allemands souverains : la

Confédération d'Allemagne du Nord. Celle-ci comprend, outre la Prusse, Hannovre, Hesse-Kassel, Nassau, Francfort, la Saxe, le Schleswig et le Holstein. Après moult négociations avec les États d'Allemagne du sud, le chancelier Bismarck parvient à imposer une nouvelle constitution et un système politique fédéral à toutes ces entités. À ses yeux, le fédéralisme apparaît comme le modèle politique et constitutionnel idéal, car il s'avère moins problématique légalement, accorde aux États membres davantage d'autonomie et constitue une barrière contre toute « tendance parlementaire et démocratique » (Gunlicks 2003, 25).

La constitution de la Fédération d'Allemagne du Nord entre en vigueur le 1^{er} juillet 1867. Elle prévoit notamment que la fonction exécutive de la fédération est assurée par un « président fédéral », qui s'avère être le roi de Prusse. En plus d'exercer le rôle de commandant en chef des forces armées, il a le pouvoir de nommer le chef du gouvernement et doit approuver toutes les lois. Deux chambres assurent, pour leur part, la fonction législative : le *Reichstag* et le *Bundesrat*. Alors que la première assure la représentation de la population allemande par l'élection de députés au suffrage universel, la seconde constitue le cœur du principe fédéral, car elle permet la représentation des États et de leurs princes sur les questions relatives au pouvoir qui leur sont dévolus (l'application de la loi, la religion, la fiscalité directe et l'éducation, notamment) (Gunlicks 2003, 25). Ainsi, tout projet de loi doit être approuvé par les trois instances pour que son adoption soit confirmée. Mais

les rapports de force s'avèrent inégaux dans la représentation des États-membres au sein du *Bundesrat*, la Prusse possédant 17 des 43 voix au sein de la chambre, ce qui lui permet de prévenir tout projet qui lui serait néfaste (Gunlicks 2003, 25).

La constitution du Second Empire, légalement créé à partir de janvier 1871, après l'unification de la Fédération d'Allemagne du Nord et des États germaniques du sud, modifie peu la nature du fédéralisme pratiqué en Allemagne, établi lors de l'adoption de la constitution de la 1867. Le roi de Prusse domine toujours l'exécutif sous le titre d'empereur (*Kaiser*) et a le pouvoir de nommer le Ministre-Président de l'État de Prusse au poste de chancelier, qui est le chef du gouvernement. Ce dernier préside le *Bundesrat* et doit défendre le gouvernement devant le *Reichstag*, sans toutefois avoir à conserver la confiance de cette dernière chambre (Gunlicks 2003, 26).

Les États-membres se chiffrent, après l'unification, à 25, et ont la possibilité de faire entendre leur voix par l'entremise de la seconde chambre, le *Bundesrat*, où leurs délégués votent selon leurs directives. Tout comme au sein de la Fédération d'Allemagne du Nord, cette chambre a, en théorie, le pouvoir de ratifier ou non tout projet de loi soumis par l'une des deux autres instances. 58 délégués composent cet organe constitutionnel : la Prusse en possède 17, la Bavière, six, le Württemberg, quatre, la Saxe, quatre, et les 17 autres États-membres en détiennent un chacun. Arthur Gunlicks souligne que

les pouvoirs dévolus aux États par l'article 4 de la constitution restent modestes, mais qu'en pratique, ils ne cessent de croître avec le temps (dans les cours de justice, les procédures judiciaires et dans l'application du code civil national, notamment) (Gunlicks 2003, 28).

Bref, si le fédéralisme dans le Second Empire apparaît à première vue limité, en raison du poids démesuré de la Prusse (qui domine l'exécutif central et contrôle en partie le *Bundesrat*) par rapport aux autres États-membres, il convient de souligner que cette première mouture du fédéralisme en Allemagne fonctionne relativement bien jusqu'à la Première Guerre Mondiale, et qu'en dépit de ses lacunes, il ne s'agit pas d'un fédéralisme de façade. Selon Vojtech Mastny, le système fédéral allemand de cette période repose bel et bien sur la règle du droit, qui permet au fédéralisme de fonctionner à l'intérieur de certaines limites et d'assurer ainsi sa continuité (Mastny 2000, 71).

1919-1934 : Le fédéralisme dans la république de Weimar

À la fin de la Première Guerre Mondiale, des réformes démocratiques s'imposent face à la défaite militaire du *Reich* et au discrédit des vieilles dynasties régnantes. En janvier 1919, des élections surviennent dans toute l'Allemagne afin d'élire des représentants à une assemblée constitutionnelle imminente (Assemblée Nationale), et dont le but consiste à élaborer une nouvelle constitution (Gunlicks 2003,

29). Après des pourparlers entre les délégués des différentes formations politiques représentées, ces derniers finissent par adopter un texte constitutionnel qui entre en vigueur en août 1919.

La constitution de Weimar prévoit ainsi de profondes modifications des structures en place depuis l'époque bismarckienne. Plaidant en faveur d'un régime de démocratie parlementaire, elle stipule que le chancelier dépend dorénavant du *Reichstag*, et que le poste de président devient désormais électif. Le *Bundesrat* devient le *Reichsrat* et comprend 66 délégués (dont deux cinquièmes sont accordés à la Prusse), chaque État-membre y jouissant d'un vote par million d'habitants. Mais l'influence de cet organe au sein du processus législatif diminue, la première chambre **pouvant passer** par-dessus une décision de l'organe représentant les États-membres, désormais appelés *Länder* (Gunlicks 2003, 31). Ceux-ci sont au nombre de 17 : Prusse, Bavière, Saxe, Wurtemberg, Bade, Thuringe, Hesse, Mecklenburg-Schwerin, Oldenburg, Braunschweig, Anhalt, Lippe, Mecklenburg-Strelitz, Schaumburg-Lippe, en plus des trois villes-États : Brême, Hambourg et Lübeck.

Alors qu'elle exerçait une influence prépondérante dans le système fédéral établi par la constitution de 1871, la Prusse perd son statut hégémonique dans la République nouvellement créée. Ainsi, le dirigeant de l'exécutif prussien n'a plus la possibilité d'occuper en même temps la fonction de chancelier du *Reich*, par exemple. La division accentuée entre le pouvoir exécutif et le pouvoir

législatif diminue en outre la possibilité pour la Prusse de contrôler le gouvernement central. Enfin, on évoque de plus en plus la possibilité de dissoudre l'État de Prusse en de plus petites entités (Gunlicks 2003, 31).

L'instabilité politique du régime de Weimar, dans lequel le mode de scrutin proportionnel permet difficilement aux partis de former des coalitions gouvernementales stables, favorise l'arrivée au pouvoir des nationaux-socialistes en 1933. Ceux-ci mettent en place un processus de « coordination » des *Länder*, au cours duquel l'autonomie des États fédérés est transférée progressivement vers le gouvernement central, au point de ne devenir que des districts administratifs. Le *Reichsrat* devenu inutile, les nazis le dissolvent en février 1934, tout comme les parlements des *Länder*. Le fédéralisme allemand n'existe alors tout simplement plus, du moins techniquement. Néanmoins, il est intéressant de constater qu'Adolf Hitler ne peut, à son arrivée au pouvoir, supprimer carrément les *Länder*, en raison de l'attachement de nombreux Allemands à leurs réalités historiques. Il n'a alors que la possibilité de les dépouiller de tout pouvoir (Colonge 1996, 86).

Bref, le fédéralisme, sous la République de Weimar, s'avère paradoxalement plus centralisé que sous le Second Empire, notamment en raison de l'accentuation de l'unification allemande. Par exemple, Arthur Gunlicks note qu'une administration financière centrale s'est juxtaposée aux administrations financières des *Länder* (Gunlicks 2003, 31). Paul

Colonge, pour sa part, souligne que cette centralisation s'explique par la démocratisation des instances exécutive et législative : « Le renforcement du pouvoir central s'exprime dans les compétences élargies du *Reichstag*, qui élit le Chancelier, et du Chef de l'État, du Président élu au suffrage universel » (Colonge 1996, 86). Cette centralisation est également perceptible dans la réduction du nombre de *Länder* au sein de l'État allemand : entre 1919 et 1933, leur nombre passe effectivement de 25 à 17 (Gunlicks 2003, 33).

1949... : La naissance et le développement de la République fédérale allemande

À l'issue de la Seconde Guerre Mondiale, l'État allemand n'existe plus. Les Alliés divisent le territoire en quatre zones d'occupation. Alors que les Soviétiques accaparent l'est du pays (comprenant cinq anciens *Länder* : Mecklenburg-Strelitz, Mecklenburg-Schwerin, Anhalt, Thuringe, Saxe), les Français, les Britanniques et les Américains se partagent la partie ouest. Des premières élections ont lieu au niveau municipal dès 1946, et au niveau des *Länder* dès 1947. En juillet 1948, un conseil parlementaire, comprenant 67 délégués élus par les assemblées des *Länder*, se mettent à travailler de concert, à l'invitation des trois occupants, afin d'élaborer une nouvelle constitution. La *Loi fondamentale* est finalement approuvée le 23 mai 1949, et est soumise aux parlements des entités fédérées, qui la ratifient presque à l'unanimité (Elazar 1991, 103).

Les États faisant partie de la nouvelle République fédérale allemande, en 1949, sont les suivants : Hamburg, Schleswig-Holstein, Basse-Saxe, Nord-du-Rhin-Westphalie, Brême, Hesse, Bavière, Württemberg-Baden, Rhénanie-Palatinat, Württemberg-Hohenzollern et Baden. À la lumière de la division des pouvoirs établie entre le gouvernement central et ces 11 *Länder*, il est clair que la priorité des membres du conseil parlementaire était d'élaborer des institutions politiques où le pouvoir se retrouverait le plus divisé possible, pour éviter tout retour possible à une éventuelle centralisation totalitaire. Voilà pourquoi, selon les spécialistes, « dans sa conception fondamentale, la République fédérale allemande est une structure fédérale dualiste » (Elazar 1991, 104).

Le texte constitutionnel de 1949 redonne un rôle politique important aux États fédérés (auxquels s'ajoutent en 1989 les cinq *Länder* annexés par les Soviétiques, après la chute du Mur de Berlin) par l'entremise de la seconde chambre, le *Bundesrat*. Aussi appelé « conseil fédéral », cet organe partage le pouvoir législatif avec le *Bundestag*, la première chambre, et les composantes du pouvoir exécutif, représenté par un président fédéral (*Bundespräsident*) et un chancelier fédéral (*Bundeskanzler*). Le *Bundesrat* est composé de membres des gouvernements des *Länder*. Le nombre de délégués est déterminé par la taille de la population de chaque État. Ainsi, l'article 51 de la constitution stipule que tous les *Länder* ont droit à trois délégués pour les représenter dans cette seconde chambre, et

peuvent en obtenir un de plus ou trois de plus si leur population dépasse respectivement deux ou six millions d'habitants (Elazar 1991, 104).

Les pouvoirs de cet organe constitutionnel sont loin d'être purement décoratifs. En effet, le conseil fédéral a le pouvoir de proposer ou de bloquer des projets de loi relatifs aux responsabilités des *Länder*. Lorsqu'un projet de loi touchant directement aux intérêts des entités membres de la fédération lui est soumis, le Bundesrat peut utiliser son droit de veto définitif, alors que sur tous les autres projets de loi, son veto ne peut être que suspensif, et peut être levé par le *Bundestag* à la majorité à laquelle s'est prononcée la seconde chambre, qu'elle soit absolue ou aux deux tiers des voix (articles 76 à 78 de la Loi fondamentale) (Elazar 1991, 105).

En outre, La Loi fondamentale de 1949 confère plusieurs autres pouvoirs au *Bundesrat*ⁱⁱ. Par exemple, l'article 79 de la Loi fondamentale souligne l'obligation de son approbation lors d'une révision ou d'un amendement de celle-ci : « Une telle loi doit être approuvée par les deux tiers des membres du *Bundestag* et les deux tiers des voix du *Bundesrat* » (paragraphe 2). En cas de catastrophe naturelle ou d'accident, par ailleurs, les mesures prises par le gouvernement fédéral en vue de maintenir ou de restaurer la sécurité et l'ordre public doivent être rapportées à tout moment à la demande du *Bundesrat* et immédiatement après que le danger ait été écarté (article 35, paragraphe 3, alinéa 2). De plus, le *Bundesrat* a la possibilité, en donnant son approbation au gouvernement fédéral, de prendre les

mesures nécessaires pour forcer un *Land* à prendre les obligations de caractère fédéral qui lui incombent, en vertu de la Loi fondamentale, lorsqu'il ne les remplit pas (article 37, paragraphe 1).

En outre, tout comme le *Bundesrat* a le droit de proposer des projets de loi (article 76, paragraphe 1), il détient également le pouvoir, de façon conjointe avec le *Bundestag*, de mettre en accusation le président fédéral devant la Cour constitutionnelle pour « violation délibérée de la Loi fondamentale ou d'une autre loi fédérale » (article 61, paragraphe 1). Si la seconde chambre est à la base de la mise en accusation, la décision doit être approuvée par les deux tiers des délégués qui la composent. D'autre part, la Loi fondamentale reconnaît au *Bundesrat* le droit de proclamer l'état de « nécessité législative » si un projet de loi proposé par le gouvernement fédéral, considéré comme urgent, est rejeté par le *Bundestag* (article 81). Soulignons également que le *Bundesrat* joue un rôle significatif, en partenariat avec le gouvernement fédéral, quant à l'administration des *Länder* (articles 84 à 87), certaines décisions relatives à l'armée fédérale (articles 87a à 87d), ainsi que dans le choix des membres composant la Cour constitutionnelle (article 94). En outre, le Bundesrat doit donner son approbation quant à certaines lois relatives aux dépenses publiques de la Fédération et des *Länder*, aux impôts perçus et à leur redistribution (articles 104a à 110). Enfin, il convient de mentionner l'importance du rôle du *Bundesrat* dans une situation nécessitant la reconnaissance d'un état de défense en RFA (agression

armée effective ou imminente sur le territoire), ainsi que dans les changements administratifs et législatifs temporaires qui en découlent (articles 115a à 115l). Ce pouvoir a amené la création d'une commission commune (avec le *Bundestag*), composée de seize membres de la seconde chambre et de trente-deux députés de la première chambre, qui « exerce les droits du *Bundestag* et du *Bundesrat* en cas de défense, si des obstacles insurmontables empêchent le *Bundestag* de se réunir à temps, ou si le quorum de l'assemblée des députés n'est pas réuni »ⁱⁱⁱ.

Finalement, il apparaît essentiel de traiter des pouvoirs dont dispose le *Bundesrat* à l'extérieur du cadre national, notamment au niveau des questions européennes. Depuis sa création, en 1993, l'Union européenne a effectivement permis une contribution de plus en plus grande de la seconde chambre allemande au sein de comités étudiant les différentes problématiques relatives aux affaires de cette confédération (dont la RFA fait partie). Ainsi, chaque *Land* délègue-t-il un membre titulaire ou remplaçant du *Bundesrat* au sein de la Chambre européenne afin de débattre et de délibérer sur divers projets législatifs de l'Union européenne. D'autre part, l'organe législatif a créé la commission des Affaires de l'Union européenne, dont les fonctions sont expliquées ci-dessous :

« La commission des Affaires de l'Union européenne est compétente pour délibérer de tous documents émanant du Conseil et de la Commission de l'U. E. qui revêtent un intérêt pour les *Länder*. Il s'agit tant de

projets d'actes exécutifs de l'Union européenne - notamment des règlements et directives - que de communications et de Livres verts ou blancs qui sont souvent présentés par la Commission européenne en amont d'une démarche législative concrète en vue de déterminer la nécessité et la portée de dispositifs appropriés. Sur le fond, les projets visés s'étendent à tous les domaines dans lesquels l'Union européenne est habilitée à intervenir en vertu de ses traités. »^{iv}.

Si le *Bundesrat* permet aux États-membres de la fédération allemande d'exercer un certain contrôle sur le gouvernement central, leurs compétences n'en sont pas moins significatives. Ainsi, la constitution définit, aux articles 73 et 74, les compétences législatives exclusives au gouvernement central, ainsi que les compétences législatives concurrentes, où les deux ordres de gouvernement peuvent légiférer. Toute question touchant à une compétence législative non-mentionnée dans la Loi fondamentale permet aux *Länder* d'y exercer un pouvoir législatif exclusif (article 70) (Elazar 1991, 105).

Les droits des *Länder* et l'intégrité de la fédération sont explicitement définis dans l'article 79 (3), qui précise que « toute modification de la Loi fondamentale qui toucherait à l'organisation de la Fédération en *Länder* ou au principe du concours des *Länder* à la législation est interdite » (Elazar 1991, 105). Le droit de sécession d'un État-membre de la fédération demeure donc inexistant.

Enfin, il importe de préciser que le fédéralisme allemand se veut coopératif depuis la fin des années 1960, c'est-à-dire qu'il favorise une étroite collaboration entre le gouvernement central et les *Länder* sur différentes questions, notamment économiques et financières, au détriment d'une répartition très stricte des champs d'intervention des deux ordres de gouvernement, ce qui amène certains spécialistes à y voir une centralisation de la pratique fédérale, même si ce constat s'avère discutable (Fleiner-Gerster, Grimm, Schäffer, Delpérée & Tornos 1992, 38).

Comparaison et analyse

Une revue sommaire des trois systèmes fédéraux de nature différente qui se sont succédés en Allemagne depuis 1870 permet de mieux saisir l'évolution de l'application du principe fédéral au sein de cet État. Ainsi, quelques critères comparatifs entre les différentes applications du fédéralisme en Allemagne contribuent à l'établissement de tendances plus ou moins prononcées.

Un premier critère d'évaluation fort révélateur repose sur la relation entre les différents paliers de gouvernement. Le fédéralisme supposant effectivement la présence de deux ordres de gouvernement non-subordonnés l'un à l'autre et souverains dans leurs champs de compétences respectifs, il semble juste d'affirmer qu'au fil du temps, l'Allemagne a tendu de plus en plus vers cet idéal. Le fédéralisme sous le Second Empire, malgré son bon

fonctionnement, n'assurait pas une autonomie complète entre le gouvernement central et celui des *Länder*, en raison, notamment, de la prépondérance d'un État-membre (la Prusse), dont le chef du gouvernement était en même temps le chef du gouvernement central. La constitution de Weimar remédie à cette lacune, et la Loi fondamentale confirme encore davantage une autonomie des différents paliers de gouvernement, même si, en pratique, le fédéralisme coopératif amène ces derniers à travailler de concert.

Le degré de centralisation des pouvoirs législatifs constitue un second critère d'évaluation. Sous le Second Empire, les pouvoirs détenus par le gouvernement central s'avèrent importants, et bien plus encore suite à l'adoption de la constitution de 1919. Mais à partir de 1949, on constate une décentralisation nette des compétences législatives à la faveur des *Länder*. Le rôle accru du *Bundesrat* et l'octroi des pouvoirs résiduels aux États fédérés témoignent d'une diminution progressive des pouvoirs du gouvernement central. Bref, l'évolution du fédéralisme allemand, tant sur le plan constitutionnel que pratique, semble accréditer la thèse de l'application, en Allemagne, d'un système fédéral qui respecte de plus en plus les principes théoriques du fédéralisme, tant au niveau de l'autonomie des paliers de gouvernement que de la répartition des pouvoirs.

Conclusion

À la lumière de la comparaison des trois régimes fédéraux qu'a connus l'Allemagne depuis 1871, il semble clair qu'à l'instar d'autres pays, celle-ci a poursuivi un processus progressif de décentralisation de ses institutions politiques et constitutionnelles avec le renforcement du principe fédéral sur son territoire. À cet effet, Paul Colonge affirme ceci : « Toute l'histoire allemande, si l'on excepte la parenthèse national-socialiste, est une histoire du fédéralisme [...] La question des rapports entre les États fédérés et le pouvoir central constitue sans doute le problème interne essentiel de l'Allemagne. » (Colonge 1996, 83). Dès son apparition, le fédéralisme allemand étonnait de par son apparente compatibilité avec un régime impérial autoritaire. Aujourd'hui, profondément démocratisé, il représente pour plusieurs un modèle de dynamisme, d'innovation et de collaboration, où le gouvernement central et les *Länder* travaillent de concert, et où les deux paliers de gouvernement entretiennent un rapport de force équitable, qui leur permet de défendre leurs compétences respectives. Bien entendu, le modèle allemand n'est pas parfait, et il est possible de croire qu'il pourra être amélioré dans l'avenir. Mais son évolution historique demeure certes inspirante pour les défenseurs du fédéralisme comme idéal d'institution politique.

ⁱ Pour en savoir plus sur les origines de l'unification allemande, voir le chapitre 1 de Arthur Gunlicks, 2003, *The Länder and German Federalism*, Manchester : Manchester University Press, 7-52.

ⁱⁱ Toutes les dispositions constitutionnelles citées ci-après peuvent être vérifiées dans le texte de la Loi fondamentale du 23 mai 1949, amendée par la loi du 26 novembre 2001, et disponible sur le site Internet du gouvernement de la RFA : Secrétariat du gouvernement fédéral de la RFA, « Der Regierung », (2004). En ligne < <http://www.bundesregierung.de/fr/Le-Gouvernement-Federal/Missions-et-fondements-constit-10603/Loi-fondamentale.htm> > (page consultée le 12 décembre 2005).

ⁱⁱⁱ Secrétariat du Bundesrat, « Der Bundesrat », (2004) En ligne. <

http://www1.bundesrat.de/Site/Inhalt/FR/2_20Bundesrat/2.6_20Gemeinsamer_20Ausschuss/index,templateId=renderUnterseiteKomplett.html > (page consultée le 12 décembre 2005).

^{iv} Secrétariat du Bundesrat, « Der Bundesrat », (2004) En ligne. < http://www1.bundesrat.de/Site/Inhalt/FR/5_20Europa-Internationales/5.3_20Ausschuss_20f_C3_BCr_20Fragen_20der_20Europ_C3_A4ischen_20Union/5.3.1_20Arbeit_20des_20Ausschusses/index,templateId=renderUnterseiteKomplett.html > (page consultée le 12 décembre 2005).

Bibliographie

- Burgess, Michael et Alain-G. Gagnon, dir.. 1993. *Comparative federalism and federation : competing traditions and future directions*. Toronto : University of Toronto Press.
- Colonge, Paul. « Fédéralisme et unité allemande » dans Annie Allain, Maryline Dupont et Michael Hearn, dir.. 1996. *Les fédéralismes*. Villeneuve d'Ascq : Presses universitaires du Septentrion, 83-92.
- Croisat, Maurice. 1992. *Le fédéralisme dans les démocraties contemporaines*. Paris : Montchestien.
- Elazar, Daniel J., dir.. 1991. *Federal Systems of the World : A Handbook of Federal, Confederal and Autonomy Arrangements*. Harlow, Essex, U.K. : Longman Current Affairs.
- Fleiner-Gerster, Thomas, Dieter Grimm, Heinz Schäffer, Francis Delpérée et Joaquim Tornos. 1992. *Le Fédéralisme en Europe : Barcelona 1991*. Barcelona : Institut De Ciències Politiques i Socials.
- Gunlicks, Arthur B. 2003. *The Länder and German federalism*. Manchester : Manchester University Press.
- Hocking, Brian, dir.. 1993. *Foreign relations and federal states*. Londres, New York : Leicester University Press.
- Kommers, Donald P.. 1994. « The Federal Constitutional Court in the German Political System », *Comparative Political Studies* 26 (4) : 470-491.
- Mastny, Vojtech. 2000. « The Historical Experience of Federalism in East Central Europe », *East European Politics and Societies* 14 (1) : 64-96.
- Merkel, Peter H., 1959. « Executive-Legislative Federalism in West-Germany », *The American Political Science Review* 53 (3) : 732-741.
- Wells, Rogers Hewes. 1961. *The States in West German Federalism : a study of Federal-State relations, 1949-1960*.